



SOMMAIRE

	Pages
Election du Vice-Président	3
Election du Rapporteur	3
Ordre de priorité des points de l'ordre du jour	3

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Election du Vice-Président

1. M. ALI (Pakistan) propose la candidature de M. Pérez Perozo (Venezuela) au poste de vice-président.
2. M. VAN GLABBEKE (Belgique), M. AMADO (Brésil), M. ESCUDERO (Equateur), M. ROBINSON (Israël), M. CORDOVA (Mexique), M. EL BARAZI (Arabie saoudite), M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. LERENA ACEDEVO (Uruguay) et M. BARTOS (Yougoslavie) appuient cette proposition.

M. Pérez Perozo (Venezuela) est élu vice-président par acclamations.

Election du Rapporteur

3. M. SPIROPOULOS (Grèce) propose la candidature de M. Abdoh (Iran) au poste de rapporteur.
4. M. TABIBI (Afghanistan), M. VAN GLABBEKE (Belgique), M. AMADO (Brésil), M. CHAUMONT (France), M. CHAUDHURI (Inde), M. ROLING (Pays-Bas), M. TARAZI (Syrie), M. KOVALENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. FITZMAURICE (Royaume-Uni), M. MAKTOS (Etats-Unis d'Amérique) et M. BARTOS (Yougoslavie) appuient cette proposition.

M. Abdoh (Iran) est élu Rapporteur par acclamations.

Ordre de priorité des points de l'ordre du jour

5. M. MAKTOS (Etats-Unis d'Amérique) dit qu'il espère que la suppression du point 48 de l'ordre du jour provisoire (A/1870) intitulé « Etat des Affaires de réclamations pour dommages subis au service de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (A/1851) » ne sera pas considéré comme un précédent. Sur la proposition de la Sixième Commission, l'Assemblée générale a adopté la résolution 365 (IV) dans laquelle elle invitait le Secrétaire général à présenter à l'Assemblée générale un rapport annuel sur cette question. Le Secrétaire général a estimé possible (A/BUR/126, par. 4) de ne pas faire figurer cette question à l'ordre du jour, étant donné que tous les membres de l'Assemblée ont déjà été informés de l'état des affaires de réclamations ; on peut cependant se demander si ceci satisfait aux stipulations de la résolution 365 (IV). La distribution de renseignements aux gouvernements n'équivaut pas, du point de vue juridique, à la présentation d'un rapport à l'Assemblée générale. L'

est vrai que l'Assemblée générale elle-même a décidé (342^e séance plénière) de ne pas inscrire la question à l'ordre du jour de la sixième session. Etant donné que cette question n'a pas été examinée, il est toutefois permis de se demander si l'on peut, à proprement parler, considérer que l'Assemblée en ait jamais été saisie. Il est également vrai que le Bureau a souscrit à la proposition du Secrétaire général tendant à ne pas faire figurer la question à l'ordre du jour de la session, à moins qu'un membre de l'Assemblée ne demande qu'elle fasse l'objet d'un débat, mais il est évident que les délégations ne voudront pas étudier des questions aussi techniques en séance plénière. La Sixième Commission devrait dorénavant veiller plus jalousement sur ses prérogatives et ne pas permettre qu'on traite ainsi à la légère des questions juridiques. Sinon, il pourrait sembler que c'est inutilement que la Commission a présenté la résolution primitive à l'Assemblée.

6. M. KERNO (Secrétaire général adjoint chargé du Département juridique) fait observer que le Secrétaire général avait primitivement inscrit la question à l'ordre du jour provisoire, mais qu'il a recommandé par la suite, à titre exceptionnel, qu'elle ne soit pas inscrite à l'ordre du jour de la sixième session, parce qu'il n'y avait pas à signaler d'affaires importantes pour l'année écoulée et parce que tous les membres de l'Assemblée générale avaient été pleinement informés de l'état de la question par un rapport du Secrétaire général (A/1851). L'explication détaillée des motifs qui ont guidé celui-ci figure au paragraphe 4 du document A/BUR/126. En fait, aucun membre de l'Assemblée générale n'a demandé que la question fût l'objet d'un débat, si bien qu'il a été jugé bon d'ajourner la question à une session ultérieure.

7. Passant à l'ordre du jour de la Commission (A/C.6/338), M. Kern propose de procéder en même temps à l'examen de l'alinéa a du point 2 et à celui du point 3. A sa précédente session, l'Assemblée générale a décidé [résolution 478 (V)] qu'il fallait consulter à la fois la Cour internationale de Justice et la Commission de droit international sur la question des réserves. Pour des raisons d'ordre technique, le Secrétaire général a dû inscrire en deux points différents de l'ordre du jour provisoire l'avis consultatif de la Cour¹ et le rapport de la

¹ Voir Réserves à la Convention sur le génocide, Avis consultatif : C.I.J., Recueil 1951, p. 15 et suivantes.

Commission², mais ces deux avis sont étroitement rattachés l'un à l'autre, et il serait préférable de les étudier conjointement.

8. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) est d'avis qu'il ne faut pas examiner en même temps l'alinéa *a* du point 2 et le point 3, bien qu'ils soient étroitement liés; en effet, ils ont trait à des questions différentes, l'un aux réserves aux conventions multilatérales, en général, et l'autre aux réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, en particulier, questions qui ont été renvoyées à des organes différents. Il propose donc à la Commission d'étudier d'abord les alinéas *b* et *c* du point 2, puis l'alinéa *a* du point 2 et le point 3.

9. Le point 9 figure en dernier à l'ordre du jour parce que la délégation du Royaume-Uni a demandé son inscription trop tard pour qu'il figure à l'ordre du jour provisoire et il a été inscrit dans la liste supplémentaire de questions proposées pour inscription (A/1900). Il conviendrait d'avancer cette question dans l'ordre d'examen, car elle demande une longue étude et il est essentiel que les décisions prises à son sujet soient adoptées assez tôt pour pouvoir servir aux travaux de la présente session. Etant donné que les propositions de la délégation du Royaume-Uni sur cette question ne sont pas encore prêtes, M. Fitzmaurice propose d'en faire l'objet, non du premier point de l'ordre du jour, mais du point 2 ou du point 3, par exemple.

10. M. MAKOTOS (Etats-Unis d'Amérique) suggère d'examiner le point 3 avant l'alinéa *a* du point 2, au lieu d'adopter l'ordre contraire, comme l'a proposé le représentant du Royaume-Uni, car l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice fournira à la Commission des éclaircissements utiles sur la question des réserves en général.

11. M. AMADO (Brésil) n'est pas d'avis de réunir l'alinéa *a* du point 2 et le point 3, étant donné que le rapport de la Commission du droit international forme un tout et que la résolution de l'Assemblée générale établit une distinction entre les fonctions de la Commission et celles de la Cour.

12. M. ROBINSON (Israël) appuie les propositions du représentant du Royaume-Uni. Il faut grouper les questions qui présentent un rapport entre elles, par exemple les questions inscrites aux points 8 et 5, qui ont toutes deux trait à l'accord relatif au Siège.

13. Le représentant d'Israël propose donc à la Commission de modifier l'ordre d'examen des questions et d'examiner successivement les points 1, 7, 9, puis l'alinéa *b* et l'alinéa *c* du point 2, réunis sous le titre général: « Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session y compris ... », puis l'alinéa *a* du point 2 en même temps que le point 3, et ensuite les points 4, 6, 5 et 8. Dans ce nouvel ordre, l'alinéa *a* du point 2 de l'ordre du jour de la Commission deviendrait le titre général du nouveau point et serait suivi de deux alinéas, le premier relatif au rapport de la Commission du droit international et le second relatif à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

14. M. CORTINA (Cuba) estime que, si la Commission examinait séparément l'alinéa *a* du point 2 et le point 3, il serait possible qu'elle prenne à leur sujet des décisions contradictoires.

15. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que, si l'Assemblée générale a demandé à deux organes différents de lui présenter un

rapport et de lui fournir un avis, il n'empêche que les réserves aux conventions constituent une question unique. Etant donné que le rapport de la Commission fait allusion à l'avis consultatif, et que, d'autre part, on ne peut étudier la question des réserves à la Convention sur le génocide sans passer en revue les réserves en général, il serait impossible, dans la pratique, de traiter séparément ces deux questions, quelle que soit la place qu'elles occupent à l'ordre du jour.

16. Le représentant de l'URSS appuie donc la proposition du représentant d'Israël concernant les points 2 et 3. Il faudrait, toutefois, renverser l'ordre des nouveaux points établis d'après cette suggestion, de telle manière que l'alinéa *a* du point 2 et le point 3 viennent avant les alinéas *b* et *c* du point 2.

17. M. MOROZOV estime que l'on peut laisser le point 7 à sa place actuelle et attendre, pour fixer la place définitive de la question qui fait actuellement l'objet du point 9, que la délégation du Royaume-Uni ait fourni les renseignements nécessaires.

18. M. LERENA ACEDEVO (Uruguay) pense que la question inscrite au point 9 pourrait passer au point 4. L'examen de l'alinéa *a* du point 2 devrait avoir lieu avant celui du point 3, comme l'a proposé le représentant d'Israël, afin que l'on puisse aller du général au particulier.

19. M. HERRERA BAEZ (République Dominicaine) appuie la proposition du représentant de l'Uruguay, ainsi que celle du représentant d'Israël relative aux points 5 et 8.

20. M. PLAISANT (France) votera pour que le point 9 soit avancé dans l'ordre d'examen et se prononce en faveur de la proposition du représentant d'Israël relative aux points 2, *a*, et 3.

21. M. TARAZI (Syrie) reconnaît que les points 2, *a*, et 3 doivent être liés. A son avis, le point 9 ne pourra pas être avancé dans l'ordre d'examen avant que de plus amples renseignements n'aient été donnés. Il estime que le point 5, étant donné son importance, doit figurer avant le point 4.

22. M. MOUSSA (Egypte) appuie la proposition du Secrétaire général adjoint concernant les points 2, *a*, et 3 et propose que le point 3 soit reporté au point 2, *a*, qui est l'étude du principe, étant donné surtout qu'il sera suffisant que la Commission prenne acte du point 3. Cela mis à part, il ne semble pas qu'il soit nécessaire d'apporter des changements à l'ordre du jour. Le point 9, en particulier, devrait rester à la place qu'il occupe car son examen exige un important travail de préparation et soulève la question de l'empiètement sur le travail des autres commissions. M. Moussa pense que pour une commission technique, telle que la Sixième Commission, l'ordre de priorité n'est pas une question de grande importance et qu'il n'y a aucune urgence à ce que le point 9 soit reporté avant les autres, surtout alors que le représentant du Royaume-Uni déclare que son dossier n'est pas encore prêt.

23. M. CHAUDHURI (Inde) appuie les propositions du représentant d'Israël.

24. M. ITURRALDE (Bolivie) estime que tous les points devraient rester dans l'ordre où ils sont, excepté le point 9 qui devrait être placé plus haut. Les points 2 et 3, en particulier, doivent rester à leur place pour éviter la confusion, car ils concernent deux organismes distincts.

25. M. HSU (Chine) se prononce pour le maintien du point 7 à peu près à sa place actuelle, car sa délégation n'a pas encore reçu les documents nécessaires. Il ne croit pas que ce point soit lié en quoi que ce soit au point 9.

² Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, supplément N° 9.

26. M. ROBINSON (Israël) retire sa suggestion en ce qui concerne le point 7.

27. M. MAKTO (Etats-Unis d'Amérique) dit que la Commission devrait faire l'analyse du point 3, qui a trait à l'avis consultatif et se rapporte à des principes généraux aussi bien qu'à la question particulière des réserves à la Convention sur le génocide, et ne devrait pas seulement se contenter d'en prendre acte. Il montre quel est l'état actuel du droit sur la question, tandis que le rapport de la Commission du droit international va plus loin. On devrait donc placer le point 3 avant le point 2, comme il a proposé de le faire.

28. Le PRESIDENT propose que la Commission prenne un par un les points figurant au document (A/C.6/338) et détermine l'ordre de leur discussion en tenant compte des diverses propositions qui ont été faites.

Il en est ainsi décidé.

La Commission décide que le point 1 sera le premier point examiné.

29. Le PRESIDENT estime que la Commission pourrait examiner ensuite, comme point 2, les actuels points 2, a, et 3 que la délégation israélienne propose de combiner.

30. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) fait observer qu'il a proposé seulement que le point 9 soit avancé de façon à être placé le cas échéant au deuxième ou au troisième rang, mais qu'il estime maintenant nécessaire d'exprimer une préférence entre la deuxième et la troisième place. Comme on a suggéré que les points 2, a, et 3 soient examinés ensemble, ce qui pourrait demander à la Commission un temps considérable, il propose que le point 9 soit abordé après le point 1.

31. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que le représentant du Royaume-Uni n'a pas répondu aux objections que d'autres représentants et lui-même ont faites à l'égard du déplacement du point 9 dans l'ordre du jour. Il ne s'oppose pas à la discussion de ce point, mais étant donné que le programme de travail de la Commission est chargé, il pense que les délégations devraient disposer d'une documentation suffisante. Il propose par conséquent que la décision sur cette question soit différée jusqu'au moment où la délégation du Royaume-Uni aura présenté des propositions précises et fourni des renseignements plus détaillés.

32. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) dit que, dans les Commissions de l'Assemblée générale, les délégations qui soumettent des propositions n'ont pas coutume de déposer une documentation complète dès la première séance de la Commission. Habituellement, les délégations fournissent la documentation nécessaire lorsque la Commission aborde l'examen du point en question. En outre, sa délégation a soumis un mémoire explicatif (A/1929), conformément à l'article 20 du règlement intérieur.

33. Si la Commission décide que l'étude des méthodes et procédures de l'Assemblée relatives à l'examen des questions juridiques et de rédaction doit être abordée après le point 1, sa délégation déposera à temps toutes les propositions nécessaires et tous les documents utiles. Dans ces conditions, il maintient sa proposition en faveur de l'examen du point 9 immédiatement après le point 1.

34. M. ABDOH (Iran) et M. VAN GLABBEKE (Belgique) font observer que, si l'examen du point constitué par la fusion des points 2, a, et 3 actuels a lieu après l'examen du point 1, la délégation du Royaume-Uni disposera sans doute du temps nécessaire pour fournir les renseigne-

ments nécessaires pour une discussion convenable du point 9 ; dans ce cas, ils seraient prêts à accepter que le point 9 devienne le troisième point de l'ordre du jour de la Commission.

35. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) comprend le rappel qui a été fait de l'article 20 du règlement intérieur, mais puisque la délégation du Royaume-Uni insiste pour que l'on donne une priorité au point 9, elle devrait expliquer de façon beaucoup plus détaillée ce que ce point implique. Aussi maintient-il sa proposition tendant à ce que la discussion sur la place que le point 9 occupera dans l'ordre d'examen soit différée. La délégation du Royaume-Uni pourra soulever à nouveau la question, lorsqu'elle aura fourni les renseignements nécessaires.

36. M. MAKTO (Etats-Unis d'Amérique) juge que le mémoire explicatif présenté par la délégation du Royaume-Uni explique de façon appropriée ce qu'est l'objet du point 9 ; il appuie la proposition du Royaume-Uni, car il pense lui aussi qu'il serait très utile pour la Commission et pour l'Assemblée générale que la question soit traitée au début des travaux de la Commission.

37. Le PRESIDENT déclare qu'aux termes de l'article 115 du règlement intérieur la proposition de l'URSS tendant à l'ajournement du débat, sur la question de savoir si le point 9 doit être avancé, a la priorité et il met aux voix cette proposition.

Par 31 voix contre 11, avec 7 abstentions, la proposition de l'URSS est rejetée.

38. Le PRESIDENT met aux voix la proposition de la délégation du Royaume-Uni, tendant à ce que la Commission examine le point 9 immédiatement après le point 1.

Par 21 voix contre 16, avec 12 abstentions, la proposition du Royaume-Uni est adoptée.

39. Le PRESIDENT invite la Commission à reprendre l'examen de la proposition de la délégation d'Israël, tendant à combiner les points 2, a, et 3 actuels de la façon suivante :

« Réserves aux conventions multilatérales :

« a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session, chapitre II : Réserves aux conventions multilatérales ;

« b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice. »

Le nouveau point deviendrait le point 3 de l'ordre du jour.

40. M. PESCATORE (Luxembourg), parlant sur une question d'ordre, se demande, étant donné les dispositions des articles 22 et 98 du règlement intérieur, si la Commission est compétente pour décider de procéder à un tel remaniement de son ordre du jour.

41. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) fait observer que la Commission est appelée, non pas à prendre une décision visant à modifier son ordre du jour, mais simplement à revoir l'ordre d'examen des points qui lui sont renvoyés. A son avis, la proposition telle qu'elle a été présentée à la Commission n'implique aucune modification quant au fond des questions mais constitue seulement une proposition de procédure visant à permettre l'examen simultané de deux questions étroitement reliées. Il ne pense pas que la Commission sortirait du cadre de sa compétence en prenant une décision de cet ordre.

42. Le PRESIDENT met aux voix la question de savoir si la Commission est compétente pour prendre une décision telle que celle qu'a proposée la délégation d'Israël.

Par 41 voix contre 4, avec 4 abstentions, la Commission décide qu'elle a compétence pour prendre une telle décision.

43. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si, au cas où la proposition de la délégation d'Israël serait adoptée, la discussion sur la question des réserves aux conventions multilatérales porterait en même temps sur le rapport de la Commission du droit international et sur l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice.

44. M. ROBINSON (Israël) pense que rien n'empêcherait le Président d'autoriser les membres de la Commission à exprimer tout d'abord leurs vues à la fois sur le rapport et sur l'avis consultatif. A un stade ultérieur de la discussion, le Président pourrait émettre l'avis que les éléments communs aux deux documents ont été traités et qu'il convient de discuter séparément le rapport et l'avis consultatif.

45. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) accepte cette interprétation.

46. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de la délégation d'Israël tendant à grouper les points 2, a, et 3 dans le nouveau point 3.

Par 45 voix contre zéro, avec 5 abstentions, cette proposition est adoptée.

47. Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de la délégation d'Israël tendant à donner au nouveau point 4 le titre suivant :

« Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session, y compris :

« a) Question de la définition de l'agression ;

« b) Examen par la Commission du droit international de son statut en vue de recommander à l'Assemblée générale des révisions dudit statut. »

Par 49 voix contre zéro, avec 2 abstentions, cette proposition est adoptée.

48. M. KERNO (Secrétaire général adjoint) rappelle que le Secrétaire général a demandé tout particulièrement que les points dont l'examen exige la présence des mêmes membres du Secrétariat soient étudiés à des dates aussi rapprochées que possible pour des raisons administratives et budgétaires. Le point 6 pourrait peut-être, pour cette raison, être examiné immédiatement après le point relatif à la Commission du droit international.

Par 49 voix contre zéro, avec 4 abstentions, il est décidé que le point 6 deviendra le nouveau point 5 de l'ordre du jour.

Il est décidé que le point 4 deviendra le point 6 et que le point 5 deviendra le point 7 de l'ordre du jour.

49. M. ROBINSON (Israël) propose que le point 8 vienne ensuite étant donné notamment que la documentation nécessaire pour l'examen du point 7 n'a pas encore été distribuée.

Il est décidé que le point 8 restera à sa place et que le point 7 deviendra le point 9 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 18 h. 15.